

**PROTOCOLE D'ACCORD  
PORTANT  
CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

---

**ENTRE :** **LA COMMUNE DE CERNAY LA VILLE**, Hôtel de ville situé 2, rue de l'Eglise à CERNAY LA VILLE (78720) ;

Représentée par son Maire en exercice, Madame Claire CHERET.

*De première part.*

**ET :** **Madame ROCHE**,  
demeurant 13, le Hameau à CERNAY LA VILLE (78720),

*De seconde part.*

Ci-après dénommés ensemble « ***Les parties*** »

Mis en ligne le 27/02/2023 à 15h03

**REÇU EN PREFECTURE**  
le 27/02/2023

Application agréée E-legalite.com

73\_C0-078-217801281-20230215-DCM2023\_002

## IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- (i) La commune de CERNAY LA VILLE est propriétaire d'une parcelle cadastrée B n° 711, qui accueille une salle municipale [auparavant un lavoir] ainsi qu'une partie d'un jardin appartenant tous deux au domaine public, ce qu'établit un certificat de propriété datant du 28 novembre 1977.
- (ii) Une délibération du 18 mars 1971 prévoit la location d'une partie de la parcelle B n° 711 par la commune de CERNAY LA VILLE à Madame ROCHE.
- (iii) Madame ROCHE devait s'acquitter d'un loyer qu'elle a arrêté d'honorer à partir de l'année 1984. Elle a toutefois continué à occuper cette dépendance du domaine public.
- (iv) Plus récemment, la Commune de Cernay-la-Ville a mûri un projet de création d'un cheminement piétonnier pour relier le cœur de village à une autre partie de la commune, lequel utiliserait notamment la partie de la parcelle B n° 711 occupée par Madame Roche.
- (v) Par une lettre en date du 19 août 2019, Madame ROCHE a demandé à la Commune de CERNAY LA VILLE de renoncer à ce projet, qui aurait pour conséquence de faire cesser son occupation.
- (vi) Mais, par une lettre en date du 19 mars 2020, la commune de CERNAY LA VILLE a indiqué à Madame ROCHE qu'elle entendait poursuivre ce projet.
- (vii) Malgré cette position de la commune de CERNAY LA VILLE, Madame ROCHE a maintenu sa demande par une lettre en date du 2 décembre 2020.
- (viii) Toutefois, les parties se sont rapprochées afin de parvenir à un règlement amiable.
- (ix) Une réunion a eu lieu entre la commune de CERNAY LA VILLE et Madame ROCHE le 29 avril 2021.
- (x) Dans le cadre de cette dernière, il a été décidé de mettre en place une convention d'occupation domaniale limitée dans sa durée entre la commune de CERNAY LA VILLE et Madame ROCHE.
- (xi) C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent protocole d'accord.
- (xii) La présente convention de protocole emporte autorisation d'occupation du domaine public de la commune de CERNAY LA VILLE par Madame ROCHE.

**(XIII)** Ainsi le présent protocole est conclu conformément au régime prétorien applicable, synthétisé par la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits.

**LES PARTIES, SOUCIEUSES DE METTRE FIN AU DIFFEREND QUI LES OPPOSE, APRES DISCUSSIONS ET CONCESSIONS RECIPROQUES, ONT CONVENU CE QUI SUIIT :**

### **DISPOSITIONS LIMINAIRES**

Le présent protocole a pour objet de prévenir la survenance de tout litige qui opposerait Madame ROCHE à la commune de CERNAY LA VILLE, et d'arrêter les concessions réciproques des parties, fixées aux articles 1 à 5 ci-après, mettant en place entre eux une convention d'occupation domaniale.

Sous réserve du respect par chacune des parties de ses obligations, les parties s'interdisent expressément de remettre en cause la présente transaction en l'une quelconque de ses dispositions pour quelque raison que ce soit.

### **ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE MADAME ROCHE**

- 1.1 Madame ROCHE se reconnaît débitrice vis-à-vis de la commune de CERNAY LA VILLE d'une redevance annuelle de 15 euros (quinze euros) dont elle devra s'acquitter annuellement, et ce avant le début de l'année civile, par virement au Trésor public et dont le RIB est joint en annexe.

En cas de retard dans le versement de la redevance les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires, et ce au taux légal.

- 1.2 Madame ROCHE devra en outre entretenir la partie de la parcelle B n° 711 faisant l'objet de la présente convention d'occupation domaniale, dont le plan de masse est annexé au présent protocole, et sera responsable de toutes dégradations de cette parcelle.
- 1.3 Madame ROCHE s'acquittera de ses engagements à compter de la notification du présent protocole aux parties, jusqu'à son décès ou la cession de sa propriété située au 13, le Hameau à CERNAY LA VILLE (78720).
- 1.4 Madame ROCHE s'engage, en toute connaissance de cause, à renoncer à tous droits, actions, prétentions ou procédures juridictionnelles, ou administratives à l'encontre de la commune de CERNAY LA VILLE, au titre de la parcelle objet du présent protocole et sauf pour les seuls besoins de son exécution, le cas échéant.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE DE CERNAY LA VILLE**

En contrepartie des engagements pris par Madame ROCHE, et sous réserve de parfaite exécution dûment constatée par la commune de CERNAY LA VILLE :

- 2.1 La commune de CERNAY LA VILLE, représentée par son Maire en exercice, se reconnaît débitrice vis-à-vis de Madame ROCHE de lui octroyer un titre d'occupation du domaine public sur la parcelle B n° 711.

A cet effet, la commune de CERNAY LA VILLE transmettra annuellement un titre exécutoire au Comptable public comportant la redevance de Madame ROCHE.

En l'absence du paiement de la redevance par Madame ROCHE, le Maire de la commune de CERNAY LA VILLE pourra mettre fin à la présente convention.

- 2.2 La commune de CERNAY LA VILLE reconnaît en outre à Madame ROCHE un droit de jouissance sur la quote-part de la parcelle B n° 711 dont le plan de masse est annexé au présent protocole.
- 2.3 Le Maire de la commune de CERNAY LA VILLE peut mettre fin à la présente convention en cas d'inobservation des clauses et conditions de cette convention.

De plus, il sera possible pour le Maire de la commune de CERNAY LA VILLE de mettre fin à la présente convention pour un motif d'intérêt général.

Dans cette hypothèse, il sera restitué à Madame ROCHE la quote-part de la redevance versée d'avance correspondant à la période restant à courir.

- 2.4 La commune de CERNAY LA VILLE s'acquittera de ses engagements à compter de la notification du présent protocole aux parties, jusqu'au décès ou jusqu'à la cession de la propriété, de Madame ROCHE située au 13, le Hameau à CERNAY LA VILLE.

## **ARTICLE 3 : EXECUTION DE BONNE FOI**

Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi le présent protocole qui forme un tout indissociable, de telle sorte que nul ne pourra ainsi se prévaloir d'une stipulation isolée et l'opposer à d'autres indépendamment du tout.

#### **ARTICLE 4 : PORTEE ET VALEUR DU PRESENT PROTOCOLE**

Le présent protocole sera signé par les deux parties.

Les parties signataires reconnaissent avoir conclu le présent protocole librement et sans aucune contrainte.

Chacune des parties déclare avoir la capacité de conclure le présent protocole et d'exécuter les obligations qui en découlent pour elle.

Les parties disposent de tous les pouvoirs et autorisations nécessaires pour signer le présent protocole au nom et pour le compte de chacune des parties.

Toutes les formalités requises pour assurer la légalité, la validité et la force obligatoire du protocole ont été respectées et accomplies ou le seront dans le délai requis par chacune des parties.

Le présent protocole ne prendra effet qu'à compter de sa notification aux parties.

#### **ARTICLE 5 : REGLEMENT DES LITIGES**

Tout différend qui viendrait à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du présent contrat, donnerait lieu une obligation à la charge des parties de se rapprocher afin de trouver une solution amiable. A défaut, elles s'engagent à recourir, avant toute instance juridictionnelle, à la médiation.

La médiation comprendra au minimum une séance et la désignation du médiateur sera demandée au Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud – 78011 Versailles cedex).

Le recours préalable à la médiation est une condition de recevabilité de l'instance qui pourrait être introduite en cas d'échec de la médiation, et sera réalisé devant le Tribunal administratif de Versailles.

*En autant d'exemplaire que de parties*

*\*Signature précédée du nom, de la qualité et de la mention « Lu et approuvé, bon pour transaction »*

|   |
|---|
| <p>MADAME ROCHE, à.....<i>Cernay la Ville</i>....., le .....<i>5.01.23</i>.....<br/> <i>Lu et approuvé, bon pour transaction</i><br/> <i>C. Roche</i></p> |
| <p>MADAME LE MAIRE, REPRESENTANT LA COMMUNE DE CERNAY LA VILLE, à....., le .....</p>  |

### ANNEXES AU PRESENT PROTOCOLE D'ACCORD

**Annexe 1 : RIB CARPA au nom la COMMUNE DE CERNAY LA VILLE**

**Annexe 2 : Plan de masse**